

**VIVIERS-LES-MONTAGNES**  
**Arrêté du 8 juin 2016**  
**VOIRIE**  
Autorisation d'occupation du domaine public

SOUS-PREFECTURE  
81100 CASTRES

2016 / page 28

10 JUIN 2016

ARRIVÉE

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2212-2 et L 2213-1 ;

Vu le Code de la route ;

Vu le Code de la voirie routière ;

Vu la demande de Monsieur Sébastien MESME, représentant l'entreprise CBB MAÇONNERIE, en date du 8 juin 2016 qui souhaite effectuer une réfection de toiture de la maison sise 6 rue de la Maréchale et donc occuper temporairement le domaine public.

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité de tous pendant les travaux.

### ARRETE

**Article 1.** Du 13 juin au 8 juillet 2016, l'Entreprise CBB Maçonnerie est autorisée à occuper le domaine public.

**Article 2.** Les travaux devront être exécutés par une main d'œuvre spécialisée dans les règles de l'art.

**Article 2.** Le permissionnaire a la charge de la signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. Il sera en outre responsable de tous les dommages et accidents pouvant résulter des travaux.

**Article 3.** Aussitôt après l'achèvement de l'autorisation, le permissionnaire sera tenu d'enlever tous les décombres, dépôts de matériaux, gravois, immondices et de réparer immédiatement tous les dommages qu'il aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances. La durée des éventuelles remises en état ne devra pas excéder 45 jours.

**Article 4.** La présente autorisation est accordée à titre précaire et pourra être modifiée ou révoquée en tout ou partie, soit en cas d'inexécution des conditions d'autorisation, soit dans les cas où l'administration le jugerait utile pour les besoins de la voirie ou dans un but quelconque d'intérêt public. Le permissionnaire devrait alors, et sur la notification d'un arrêté de mise en demeure, se conformer aux mesures qui lui seraient prescrites, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.

**Article 5.** Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 6.** Monsieur le Maire de la Commune de Viviers-lès-Montagnes et le commandant de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Notification sera faite à l'intéressée et copie transmise à Monsieur le Sous-préfet ainsi qu'à la brigade de Gendarmerie.

Viviers-lès-Montagnes, le 8 juin 2016

Le Maire



Alain VEUILLET